



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTE N°

20230687

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

ARRÊTÉ N°

**portant sur la mise en demeure de respecter des prescriptions
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE
Installation temporaire de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de
réutilisation de déchets non dangereux non inertes – Commune de Riom**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive n°1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets modifiée et notamment son article 2 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, , L.172-1, L.511-1, L.511-2, L.512-7 et L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20-00220 du 03 février 2020 d'autorisation d'exploiter une zone de stockage temporaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20211370 du 07 juillet 2021 portant modifications des conditions de l'installation de stockage temporaire de laitiers exploitée par la société TMS International France sur le territoire de la commune de Riom ;

Vu le rapport en date du 23 mars 2023 rédigé par l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 mars 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à la S.A.S.U TMS INTERNATIONAL FRANCE en date du 24 mars 2023 ;

Vu l'absence observations de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 27 février 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les durées maximales d'entreposage des déchets sur son site temporaire de transit-regroupement de Riom n'étaient toujours pas respectées alors même que ce constat avait déjà été relevé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 31 mai 2022 transmis par courrier du 9 juin 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu de considérer que la durée d'entreposage est supérieure à plus de trois ans pour les déchets valorisables (déchets de laitiers d'aciéries et déchets métalliques) et que par conséquent l'activité exercée par la société TMS INTERNATIONAL FRANCE relève d'un classement en installation de stockage de déchets sous la rubrique 2760 ;

Considérant que ces manquements constituent des non-respects réglementaires au regard de la directive n°1999/31/CE du 26 avril 1999 et un défaut d'autorisation au titre des rubriques 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171.7 du code de l'environnement en mettant en demeure la S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE de régulariser sa situation administrative afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – La S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE, dont le siège social est domicilié rue Galilée, 59760 GRAND-SYNTHÉ, exploitant une installation temporaire de transit et regroupement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de RIOM, ZA de la Gravière, avenue Hector Berlioz, est mise en demeure de régulariser sa situation :

- soit en déposant, à la Préfecture du Puy-de-Dôme, un dossier de demande d'autorisation pour le **stockage de déchets**, conformément aux prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique **2760**,
- soit en procédant à l'évacuation des déchets d'aciéries ou autres déchets métalliques vers les filières exutoires agréées dans un **délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**. L'ensemble des justificatifs et les bordereaux de suivi de déchets devront être transmis à l'inspection **dès réception**.

L'exploitant fera connaître, **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé **dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté**.

L'exploitant fournit, **dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.).

Article 2 – Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L.171-7 et L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, sont publiées sur le site internet de l'État du Puy-de-Dôme (<http://www.puy-de-dome.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de deux mois.

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à la SASU TMS INTERNATIONAL FRANCE et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Sous-Préfet de Riom,
- Monsieur le Maire de la commune de Riom,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le 27 AVR. 2023

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Lauren LENOBLE

